LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

« Il n'y a pas de problème de l'emploi.

Il y a que l'homme, grâce aux "avancées de la science et de la technique", comme on dit, grâce à l'homme en somme, est en train d'échapper à la vieille malédiction biblique du travail et de la sueur de son front :
Voilà ce qu'il y a. »

RENAUD CAMUS

M 1669 - 947 - 13,00 F

N° 947 - août-sept. 1995

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.

*

Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°)	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n°mensuels	250	FF
10 n°mensuels	350	FF
Europe	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :
par CCP :*" La Grande Relève",* n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.
Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

TÉLÉPHONE
les mardi et jeudi, de 15 à 18 heures,
(16) 1 30 71 58 04

La presse classique ne propose rien.
Pour en sortir,
offrez donc à vos amis
un abonnement à La Grande Relève !

◊ Pour faire réfléchir autour de vous:

KOU, L'AHURI ***ou la misère dans l'abondance***

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.
Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).
Une petite brochure à diffuser largement.

◊ Pour votre réflexion personnelle :

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F, franco).

◊ Pour avoir un résumé rapide de nos thèses :

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco), pour prendre rapidement connaissance de nos propositions.

◊ Enfin une bande dessinée :

«ET SI ON CHANGEAIT?»

redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.
Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.

Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.

Un demi-siècle après

Les 6 et 9 août 1945, il y a cinquante ans, l'humanité inaugurait un mode nouveau, massif, radical, d'extermination totale : elle entrait dans une ère nouvelle, celle dans laquelle la science, utilisant l'énergie colossale que libère l'atome, est désormais en mesure de faire disparaître toutes les espèces vivantes que la Nature a mis quelque quinze milliards d'années à créer.
Première démonstration de cette science : deux bombes atomiques anéantissaient deux villes japonaises, Hiroshima et Nagasaki.

Cinquante ans après, commémorant à sa manière cette extermination, le nouveau président de la république française a pris une décision : mettre fin au moratoire des essais nucléaires et recommencer unilatéralement des expériences à Mururoa. Cette décision de matamore fait heureusement l'unanimité internationale contre elle, mais la *"démocratie",* dans un pays "*libre"*, n'y peut rien. La majorité chiraquienne a tous les pouvoirs politiques. Une modification de la constitution est, parait-il, envisagée pour étendre les possibilités de référendum… mais « la question ne sera pas posée », pour reprendre les termes du juge dans l'affaire Dreyfus de terrible mémoire.

De quelle autre portée aurait été, et quel autre enthousiasme aurait du susciter une toute autre forme de commémoration, suggérée celle-ci par un médecin guadeloupéen de 82 ans, ancien député et secrétaire de l'Assemblée Nationale française. Celui-ci, Rosan Girard, que nos lecteurs connaissent, a proposé, il y a de cela cinq ans, que ce cinquantenaire soit marqué par un grand rassemblement de tous les humanistes, de toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté n'ayant pas la conscience embourbée, constituant les ***"Assises Mondiales de la Conscience Humaine"***, destinées à chercher les moyens d'assurer *« le sauvetage d'un monde humain en réelle perdition »*. C'est la plus humaniste des entreprises que proposait R. Girard, *« celle qui consisterait à créer les conditions d'un dialogue fructueux… des forces spirituelles les plus conscientisées de la planète pour assurer la primauté de l'homo-spiritus sur l'homo-economicus; pour privilégier, à contre-courant, la force spirituelle par rapport aux forces matérielles; les hommes de cœur par rapport aux grands managers, aux grands financiers et autres barons de l'industrie »*.

Et R. Girard n'a pas ménagé sa peine pour faire entendre sa voix généreuse : conférence de presse, dès le 3 août 1990, à l'aéroport du Raizet, en Guadeloupe, puis lettres de tous côtés : le 18 mai dernier, à la plupart des journalistes de la presse écrite et audio-visuelle française, lettres particulières à la directrice de l'Express et à J-M. Cavada (qui, lui dit-il, *« a eu le mérite, en programmant en juillet son émission "il y a 50 ans, la bombe", d'éviter à la France la honte du silence et de l'oubli du plus grand crime de la Préhistoire de l'Homme »*), et enfin, dernier essai, dernière tentative, une lettre à François Mitterrand pour qu'il prenne cette initiative d'Assises Mondiales de la Conscience Humaine *« pour éviter à la France que vous aimez et que vous avez tant servie, la honte du silence et de l'oubli, pis que cela, la honte de commémorer le cinquantenaire du plus grand crime contre l'Homme par la provocation de la reprise unilatérale des expériences atomiques à Mururoa »*. Il affirme : *« Malgré les fantastiques progrès des sciences et des technologies, la société humaine est malade, beaucoup plus malade physiquement, psychiquement et moralement que la majorité des hommes ne le perçoit »*; et il conclut *« Les forces matérielles du système de production et d'échange des marchandises, devenues autonomes, exercent leur despotisme aveugle sur l'ensemble des activités humaines»*.

Aucun succès.

Alors le docteur Rosan Girard commente :*« Il semble que les cerveaux soient partout fatigués et que ce qui caractérise notre époque c'est une certaine démission de ce qu'on appelle l'Intelligentsia »*.

R. Girard a vu s'élever contre sa proposition un véritable mur de silence. Pourtant, *Le Monde*, et c'est courageux de sa part, par comparaison avec les autres media, publie[1] un *appel au débat sur le chômage*, qui propose une économie "plurielle" "aux côtés du marché". Pourquoi cette différence de traitement de la part des médias ?

Parce que R.Girard, lui, ose affirmer qu'il faut sortir du salariat et du capitalisme. Alors on n'accorde aucune audience au docteur Rosan Girard.

MARIE-LOUISE DUBOIN

———-

1. Le 28 juin 1995.

Allons, ce n'est pas le moment de se décourager. Il y a même beaucoup de raisons de penser qu'une partie de l'opinion bouge, avant même que l'échec du plan de Juppé de réduction du chômage soit flagrant. Il y a les associations, que citait Djémil Kessous dans notre précédent numéro, ces bénévoles qui prennent en charge les laissés-pour-compte de notre absurde société libérale et qui sont d'autant plus conscients qu'ils sont aux premières lignes, ne sombrent pas dans la pensée unique ; ils veulent agir pour qu'une autre civilisation émerge. Il y a, ces derniers temps, la publication de beaucoup d'ouvrages qui témoignent d'une réflexion qui sort aussi de cette trop fameuse pensée unique. Nous en analysons encore un ci-dessous, celui de Renaud Camus. Il y a *Transversales*, qui a lancé un appel pour que la réflexion s'organise autour des réflexions d'un groupe de "penseurs" que Jacques Robin a su réunir ; cette démarche a même eu les colonnes du *Monde* pour s'exprimer. Et il y a toujours *Le Monde Diplomatique*, qui pousse loin ses analyses critiques.
Alors, continuons à expliquer, ne nous décourageons pas sous prétexte que nos propositions sont si souvent mal comprises, déformées, lues de travers ou mal interprétées. Il faut cent fois sur le métier remettre son ouvrage, c'est bien connu. Profitons donc des rencontres de l'été pour cela, les textes de ce numéro ont été choisis dans ce but.

Profitez aussi de vos vacances pour
"voyager au pays de l'art de dissoudre le chômage et…quelques autres préjugés".
Lisez pour cela

1995, le nouveau pari monnaie-terre
de Guy Deffreyes et Catherine Célimene.

Documents Terre Active, 1995.
Un livre de 411 pages, en vente sur demande à la Grande Relève, prix 150 francs +16 francs de frais de port.

———

et n'oubliez pas

la théorie générale de l'évolution

l'étude **de Djémil KESSOUS**
publiée dans la collection consciences
aux éditions de l'Harmattan,
5-7 rue de l'école Polytechnique,
75005 PARIS

———

ni

les fondements de l'économie capitaliste
de J. GOUVERNEUR

éditions contradictions
6, rue Warichet
B1457 WALHAIN, Belgique.

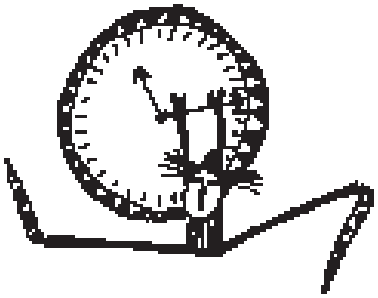
Le livre le plus révolutionnaire et le plus constructif de cette fin de siècle vient de paraître :

"Message à l'ombre des Filaos, Matériaux pour la Nouvelle Révolution".
de Rosan Girard,

édité à compte d'auteur.

Non seulement l'auteur élabore une théorie de la Révolution anticapitaliste nécessaire pour qu'émerge une société de justice, de solidarité, de prospérité partagée et de fraternité, mais il propose un projet concret de société post-capitaliste des "individus coopérateurs associés", basé non plus sur la rémunération de la fonction sociale de production, comme actuellement, mais sur celle de la fonction sociale de consommation.
Un livre choc à lire et faire lire.

On peut le commander au Docteur Rosan Girard, 12, rue Dupleix, 75015 Paris.
516 pages, format 16 x 24, 220 F l'exemplaire franco de port pour la France.



A-L W

Depuis qu'à la mort de mon père, il y a près de vingt ans, j'ai pris la direction de *La Grande Relève* , je me désespère de voir si peu de femmes se joindre à nous. Je me demandais : pourquoi y en a-t-il si peu qui lisent notre journal et y collaborent ? Manquent-elles de curiosité ? Sont-elles trop timides pour oser s'exprimer alors que tant d'hommes sont heureux que leur opinion soit publiée, et même discutée ?
Et puis, ce mois-ci, voila que deux femmes, Rosa Ungaro et Valérie Battaglia, nous adressent de remarquables papiers. Ils font la preuve, d'abord que les femmes ne sont pas indifférentes à l'avenir de l'humanité, et puis qu'elles sont capables de le dire !
Si les femmes décident de se réveiller, *La Grande Relève* est prête à les accueillir… M-L D.

quand la politique démissionne

J'ai le cœur gros. Peut-être parce que le cœur de la société est malade. Peut-être parce que le bon sens, commandé par l'amour, a perdu le nord dans le labyrinthe du pouvoir d'en haut ?

Justement, je questionne : Où est le Pouvoir ? Qui détient les commandes ? Qui actionne les machines de la société ?

Les politiques répondent :*« Ce n'est pas nous. C'est la machine économique qui commande ! »*.
Je demande :*« Qui est derrière la machine économique ? »* On ne sait pas. C'est vague. On répond que c'est le système, tellement complexe que les citoyens ne pourraient pas comprendre, qu'il faut faire confiance aux experts et aux institutions financières pour piloter ce monstre de système économique qui a pris maintenant une dimension planétaire.

Mais alors on ne peut rien faire ? Non. Ou plutôt si. Aller voter tous les quatre ans, mais SVP, pour un parti démocratique. A part cela, rien, puisque vous ne pouvez de toute façon rien comprendre à la situation économique et monétaire, donc politique.

Et je questionne à nouveau : Pourquoi voter pour des hommes ou des femmes politiques, puisqu'ils se disent non responsables de la crise économique qui dépasse tout le monde, même les experts et les gros spéculateurs ? Comment peuvent-ils prendre des décisions politiques s'ils sont constamment soumis, et de plus en plus, aux contingences monétaires, à la dette de l'État, au chômage important, aux délocalisations d'entreprises, à la fuite des capitaux, aux spéculations monétaires, à la paupérisation de régions entières, au désœuvrement économique et social, etc. ? Quelle est, dans ces conditions, leur marge de manœuvre réelle ? Car vouloir faire de la politique sociale quand on n'a pas le sou, c'est comme projeter de faire son marché les poches vides.

On me répond :*« Faire de la politique aujourd'hui, c'est s'adapter à la nouvelle donne économique. Il faut que nos entreprises deviennent de plus en plus compétitives, qu'elles entrent de plein front dans le marché mondial, et qu'elles s'assurent leur part du marché »*.

Bref, faire de la politique aujourd'hui, c'est devenir gestionnaire économique, chef d'entreprise, *"public relation"* afin de mieux se vendre et de mieux s'exporter.

L'exportation, on ne parle d'ailleurs plus que de ça. Au désarroi social que vivent les gens, c'est-à-dire nous, citoyens, on nous répond qu'il faut augmenter les ventes sur le marché de l'exportation, donc bloquer les salaires, diminuer les charges sociales, concéder des primes à l'investissement…

Voilà à quoi en est réduite la politique : au commerce. L'avenir de la société mondiale ne dépend plus que de cela. Du commerce. Les lois de l'offre et de la demande, de la concurrence effrénée, et du profit, sont devenues les *"dix commandements"* auxquels l'humanité doit obéir, les genoux pliés et les yeux fermés. Voilà nos hommes et nos femmes politiques métamorphosés en économistes avertis, comme si la société était une vaste entreprise dont l'objectif était de faire du profit. Et puisque l'économie est devenue si complexe, les citoyens que nous sommes se sentent perdus, loin de tout cela, déracinés de la politique mercantile. D'ailleurs, quel que soit le parti pour qui on vote, le programme n'est-il pas le même, puisqu'il est commandé par le Système Économique, Grand Maître Suprême de la civilisation actuelle ?

Pourtant, nous n'avons pas le droit de nous plaindre, puisque nous sommes en ***démocratie***. Voilà encore un mot qui revient à la mode !

On parle de démocratie comme de la libre concurrence, en donnant l'impression que l'ensemble des citoyens est Roi à l'instar du client, alors qu'en réalité, nous sommes tous soumis à la loi du marché, les politiques y compris. Paradoxe qui n'est jamais soulevé dans une société qui se définit comme jalouse de ses libertés.

Il y aurait beaucoup à dire, d'ailleurs, sur une démocratie sans pouvoir politique. On pourrait la comparer à une pièce de théâtre sans acteurs, où le décor dressé fait office de façade uniquement pour donner le change au public. Décidément, on n'arrête plus de prendre les citoyens pour des cons !

N'est-il pas venu le moment de remettre les pendules à l'heure ? De replacer l'église au milieu du village ? Bref, de récupérer ses petits égarés ? A force de confondre commerce et politique, l'humanité va finir par devenir une multinationale, uniforme, monoculturelle, duale en ses injustices sociales. Ne sommes-nous pas en train de vivre

l'utopie suicidaire de l'idéologie libérale dont le rêve est de réduire le pouvoir politique à néant ? N'atteignons-nous pas, en son sommet mondial vertigineux, le *"laisser-faire, laisser-agir"* où seule l'offre et la demande fait office de Loi ? A cette loi devrait se ramener toute la politique ?

Non ! Mille fois non ! Tant que je serai citoyenne, je m'opposerai à cela. Tant que je serai citoyenne, j'interpellerai les politiques, je pointerai le doigt sur leur déchéance face au pouvoir qu'ils concèdent, lâchement, aux marchands spéculateurs. La politique, en son sens noble, n'est-elle pas un exercice visant à s'occuper de l'intérêt général, pour un mieux-être social tout en respectant les libertés individuelles, dans la mesure où ces dernières ne portent pas atteinte aux droits de l'homme ? Qui dit que la politique doit obligatoirement se soumettre à la loi du présent système économique, inhumain au possible ? N'assistons-nous pas à une grande démission générale ? Le Parlement a pouvoir de légiférer. Pourquoi n'assume-t-il pas ses responsabilités ?

Quant aux décisions politiques prises sur le plan européen, elles sont une véritable injure aux règles élémentaires de toute démocratie qui se respecte. Quel est le rôle du Parlement européen, sinon jouer à faire semblant de vivre sous un régime démocratique, en demandant aux citoyens d'accomplir leur devoir civil ? A quoi sert le Parlement européen, puisqu'il n'a rien dire, et puisqu'il n'a aucun pouvoir législatif ? Les règlements contraignants se prennent ailleurs, à l'abri des oreilles et des regards indiscrets.

Et pour clôturer le tout, on demande aux gens de voter pour des partis démocratiques, alors que les hommes politiques eux-mêmes ne respectent même plus les principes fondamentaux de la démocratie !

C'est une démission générale. Une grande hypocrisie qui ne trompe plus personne. Y-a-t-il une personnalité aujourd'hui qui ose encore brandir la vision d'une Europe politique, de citoyenneté d'abord, et dont les règles économiques seraient soumises aux exigences de l'intérêt général ? On ne parle que de monnaie unique, alors que des dizaines de millions d'Européens n'ont même pas assez d'argent pour vivre dans la dignité ! Pourquoi personne n'ose plus croire à cela, alors qu'au sortir de la guerre, de grandes personnalités parlaient déjà de citoyenneté mondiale ?

Quand la vision s'éteint, l'espoir meurt. Quand l'espoir meurt, l'abattement s'installe. Et quand l'abattement s'installe, c'est la soumission. Voyez comme le Parlement européen actuel est soumis ! Il n'ose pas dire un mot plus haut que l'autre, de peur d'être puni par ses maîtres.

Mais qui sont ses maîtres ?

ROSA UNGARO

C'est parce que le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous qu'il faut l'économie distributive !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

M. Laurent 20 - P. Legrand 200 - P. Moch 50 - Mme Morel 70 - R. Rio 70 - J.P. Salge 170 - S. Seckler 20 - R. Castanié 70 - R.V. Chédemail 470 - Y. Davy 70 - J. Dequaire 370 - J. Terrier 270 - J.Y. Bigot 70 - D. Bloud 100 - Anonyme 100.

Total 2.120 F. ***Merci à tous !***

A NOS ABONNÉS :

Cette souscription sert en partie à poursuivre l'abonnement de lecteurs qui aiment leur journal et s'efforcent de le faire connaître autour d'eux, mais qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement.

C'est pour cela que lorsqu'un abonnement est arrivé à échéance, nous ne l'arrêtons pas brutalement, nous attendons, puis nous envoyons une carte de rappel, voire deux. Souvent le réabonnement vient avec plusieurs mois de retard, et nous avons eu beaucoup de travail et de frais qui auraient pu être évités.

Merci de guetter la date d'échéance de votre abonnement, que nous prenons soin d'indiquer à côté de votre adresse et de nous dire à temps si vous voulez continuer.

réflexions préalables aux débats sur le partage du travail

Nous savons que l'économie de marché repose sur un processus échangiste appelé jeu de l'offre et de la demande. Ce jeu peut être entravé par deux sortes de crise :

— Il y a crise de l'offre si le marché est insuffisamment approvisionné par rapport aux besoins. Les prix montent, la monnaie perd sa valeur d'achat. C'est l'exemple que nous donne l'inflation catastrophique des pays de l'Est. Une telle crise résulte d'un manque de marchandises, donc d'un état de pauvreté réel plus ou moins circonstanciel.

— Il y a crise de la demande lorsque le marché périclite par manque d'acheteurs. Les prix tendent à baisser, les stocks s'accumulent, l'appareil productif tourne au ralenti, les entreprises débauchent. La saturation des besoins réels n'étant pas invocable, il va de soi qu'une telle crise résulte d'un pouvoir d'achat insuffisant ou pour le moins mal distribué. Les marchandises existent mais leur répondant monétaire n'a pas solvabilisé ceux qui en ont besoin. Tel est bien ce que nous constatons à présent dans les pays les mieux pourvus qui dominent l'économie mondiale.

Si l'on compare les causes qui engendrent ces deux sortes de crises et les possibilités de les résorber, il apparaît une énorme différence dans la nature des remises en question. Résoudre la crise de l'offre revient à produire davantage de biens. C'est le problème d'efficacité qu'affronte chaque génération dans son milieu naturel. Mais pour résoudre la crise de la demande, il s'agit de produire et distribuer de la monnaie. Où donc est le problème?

Réglons d'abord celui de la production monétaire. Aucune difficulté, si ce n'est la parfaite mystification qui abuse la plupart des gens à propos de l'origine de l'argent. Contrairement à ce qu'on leur laisse croire, l'argent ne sort plus de mines d'or ou de quelque mirifique cassette dont on ne peut que se disputer le magot. Il se fabrique le plus couramment du monde sur le comptoir des banques sous forme de chéquiers créditeurs approvisionnés par des dépôts *fictifs*. Mieux encore, ce restant de matérialité devenant ringard, notre monnaie disparaît maintenant dans la quasi abstraction des électrons libres, lesquels peuvent faire le tour de la planète comme la bille d'une roulette de casino après qu'on ait misé la bonne spéculation (mille milliards de dollars quotidiennement !).

La monnaie n'est donc plus qu'une simple unité de compte dont on ne saurait manquer dès lors que l'économie en a besoin. L'essentiel étant justement d'en produire suffisamment pour qu'elle s'adapte en valeur à l'offre de marché.

Reste à en créditer les consommateurs. C'est là que le bât blesse…

… Parce que tout être humain n'est pas reconnu d'emblée consommateur. N'accède au marché que le client solvable. Rien sans rien, donnant donnant, la règle du système exige un échange. Cet échange solvabilisateur s'effectue sur un marché spécial, le *"marché du travail".* C'est lui le distributeur de monnaie. Il faut d'abord trouver à vendre son travail sur ce premier marché pour être crédité de l'argent réclamé par le second. Dans ces conditions, il est bien clair que le droit au travail **précède et conditionne** le droit à la vie. C'est pour cela que le droit au travail figure dans la constitution. Malheureusement il n'a toujours été qu'un droit de candidature.

Rien ne saurait en effet obliger un individu à acheter le travail d'un autre s'il n'y trouve intérêt. Face à la productivité des machines, la main-d'œuvre ne fait plus le poids. Elle est tellement concurrencée qu'on ne l'emploiera bientôt plus que dans le tiers monde pour des salaires de misère. Si chacun ici doit pourtant continuer à négocier son permis de vivre en offrant un travail que personne n'a plus intérêt à acheter, il est évident qu'un tel système ne tourne plus rond. C'est tout le mécanisme créditeur des besoins qui est enrayé.

L'interminable crise de l'emploi, la marée montante des activités de trafic, et des exclus de toutes sortes, nous amènent donc à cette revendication évidente : *"le partage du travail"*.

Les écologistes doivent assumer leur logique. Parler de *partage* quand tout repose sur l'*échange* est une incongruité. Le travail marchandise ne se partage pas, il se négocie sur un marché qui obéit aux mêmes contraintes que celui des cacahuètes. Soyons donc bien clairs : on ne peut instituer un secteur de partage sans abolir un secteur de marché. Sur ce point, le grand mérite de Guy Aznar est de parvenir quand même à couper la poire en deux sous la forme du *"deuxième chèque"*. La voilà donc la formule de base essentielle pour ce qui est du partage monétaire, car, en collectivisant la contrepartie du progrès, ce *"chèque"* ouvre une brèche dans l'aliénation salariale et amorce vraiment le passage vers une société plus solidaire et mieux maîtrisée. Alors, pour ce qui est du partage du travail proprement dit, toutes les formules peuvent être débattues. Encore faudrait-il ne pas continuer à confondre diminution du temps de travail et partage.

Ne nous lassons pas de rappeler que plus les exclus augmentent en nombre, plus le marché s'amenuise en clients. D'où la crise. Une crise qui n'a rien de nouveau. C'est le cycle classique d'un nouvel avant-guerre : démoralisation, exutoire xénophobe, remontée du fascisme, etc.

Continuons donc à échanger triomphalement *"9 milliards d'armements contre 9 milliards d'heures de travail",* puisqu'on tient tellement à *"travailler"* ! Alors les trente millions de paumés de la nouvelle Europe finiront par se voir offrir, une fois de plus, la suprême promotion de mourir pour la patrie, sur un marché en voie d'assainissement.

JEAN MATHIEU

NOUVELLES DE GRANDE BRETAGNE

Notre ami **KEVIN DONNELLY**, secrétaire du *Christian Council for Monetary Justice*, nous a invités à participer le 12 juillet dernier à une réunion sur la monnaie, à la Chambre des Communes.

Présidée par un Membre du Parlement, la conférence, qui a réuni plus de quatre vingt personnes, a commencé par un exposé sur le dysfonctionnement du système monétaire actuel et a été suivie d'un large débat. Nous en ferons une synthèse dans notre prochain numéro.

Mais dès à présent, nous tenons à souligner l'ouverture d'esprit des parlementaires britanniques qui ne craignent pas d'engager des débats sur la sacro-sainte monnaie.

Comme quoi, dans la patrie du capitalisme sauvage, la pensée unique semble avoir fait moins de ravages qu'en France ! **J-P MON**

DÉPEÇAGE DE LA C.E.I.

…Eltsine poursuit sa mission, menant à coups d'ukases une politique de privatisations au bénéfice quasi-exclusif des multinationales et des activités maffieuses omniprésentes.

Déjà, sous Brejnev, fleurissaient les sociétés d'économie mixte, les opérations vodka-cola décrites dans l'ouvrage de C.Lévinson. Ces sociétés utilisaient la main-d'œuvre à bas salaires, non syndiquée de l'ex-Union Soviétique, et écoulaient leur part de production dans les pays à haut revenu, concurrençant les produits locaux. Puis vint l'ère des délocalisations. On avait jadis stigmatisé la concurrence "déloyale" des pays du sud-est asiatique avec leur main-d'œuvre d'un coût de 10 à 50 fois moindre qu'en Occident. Aujourd'hui, les Occidentaux opérant en Russie n'en ont cure, soucieux seulement de dégager de mirifiques profits qu'ils sont désormais autorisés à rapatrier au grand jour.

Il n'est pas de semaine qu'un train de mesures ne soient prises pour faciliter le démantèlement de la propriété de l'État le plus riche du monde … tout est bradé peu à peu aux investisseurs étrangers dont les transactions offrent à la maffia, coutumière des placements à risques, l'occasion de blanchir ses fonds clandestins en toute impunité.

Tout est en train de passer sous le contrôle de sociétés occidentales, profitant sans vergogne des hausses de prix qui pénalisent durement les consommateurs de la CEI. Conséquences : un chômage croissant, des fermetures d'établissements. La production a déjà chuté de plus de 20 %. Une société à deux vitesses s'est mise en place : exploiteurs d'un côté, exploités de l'autre ; perte de toute morale, de tout esprit civique, de toute entraide. Une jeunesse avide d'argent qui a perdu ses repères et ses enthousiasmes, adonnée à l'ivrognerie et à la drogue. Un pays à vau-l'eau, promis à une rapide décadence, fruit du libéralisme à la mode occidentale… **HENRI MULLER**

bloc - notes

associations et revues

G.L.E.D
Groupe **L**iègeois
pour
l'**E**conomie **D**istributive
a publié la brochure
Muter ou chuter
(prix 18FB, CCP000 0660548)
et diffuse livres et journaux distributistes en Belgique.
L. Gosset,
21, rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX
BELGIQUE

*

G.S.E.D.
Groupe des **S**alariés
pour
l'**E**conomie **D**istributive
11, rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

ÉVASIONS
publiée par l'Age du Verseau
"Pour une nouvelle conscience planétaire"
J-C. Giroud
103, Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

EDEN
Equipes pour la
Diffusion d'une
Economie **N**ouvelle
6 bis, rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

FRAGMENTS - DIFFUSION
lettre associative bimestrielle d'alternative personnaliste
8, rue de la Chapelle
75018 PARIS

*

CITOYENS DU MONDE
15, rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

UNION PACIFISTE
a changé d'adresse :
BP 196
75624 PARIS Cédex 13

*

TRANSVERSALES
Sciences / Culture
21, Bd de Grenelle
75015 PARIS
vient de publier un remarquable numéro spécial "L'alternative" qui regroupe, sous la plume de personnalités telles que J.Robin, R.Passet, A.Gorz, R.Sue, E.Pisani, P.Viveret, des réflexions allant toutes dans le sens d'un changement de civilisation.

*

ALTERNATIVE SYNDICALISTE
éditée par le Cercle de réflexions et d'Actions Syndicalistes
38, rue du Stand
95120 ERMONT

*

LE PUBLIPHOBE
56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

GAVROCHE
Revue d'histoire populaire
39-41 rue de la Harpel
BP872
27008 ÉVREUX CÉDEX

*

A CONTRE-COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

RÉSISTANCE
À L'AGRESSION PUBLICITAIRE
61, rue Victor-Hugo
93500 PANTIN

*

Nous voyons avec grande joie parer les devantures des librairies des ouvrages qui relaient notre pensée et notre philosophie, du moins dans ses rapports au temps, au travail, à la redistribution nécessaire des richesses. Pour en citer quelques uns: *Changer d'ère*, de J.Robin (Seuil), *Une Economie de rêve* de R.Passet (Calmann-Lévy), *Limites à la compétitivité* du Groupe de Lisbonne et R.Petrella (La Découverte), *J'accuse l'économie triomphante* d'A.Jacquard (Calmann-Lévy), *L'Homme symbiotique* de J. de Rosnay (Seuil), *Le travail, une valeur en voie de disparition* de D.Méda (Aubier-Alto), *L'Intelligence collective, pour une anthropologie du cyberespasce* de P.Lévy (La Découverte). À noter également, un texte passionnant de P.Ricoeur, "*Les tâches de l'éducateur politique"* (1965) dans Lectures 1 (Seuil).
Valérie Battaglia analyse ici pour nous un ouvrage de RENAUD CAMUS qui rejoint bon nombre d'essais, de P.Lafargue aux surréalistes, mais aussi d'auteurs d'aujourd'hui.
Ce texte a le mérite de resituer l'utopie comme imaginaire nécessaire à toute avancée dans la civilisation. Il pose également l'éthique comme seul déterminant possible de toutes décisions économiques, et les décisions économiques comme relevant de choix éthiques définis par l'ensemble de la communauté, comme relevant d'une démocratie participative responsable.

manifeste du temps retrouvé

"*Qu'il n'y a pas de problème de l'emploi"*...tel est le titre d'un fulgurant essai[1] écrit par Renaud Camus, un auteur connu pour ses romans, ses journaux, ses élégies.
Renaud Camus n'est pas un économiste, plutôt un homme de lettres, un "honnête homme", un homme pour lequel *La vraie vie, la seule vie par conséquent vécue, c'est la littérature »* comme Proust l'affirmait.
Et pourtant, voilà que sous le coup de l'exaspération (qui nous saisit tous aujourd'hui) provoquée par une propagande pesante qui voudrait nous convaincre que le problème de l'emploi est le plus insoluble, le plus complexe, le plus terrifiant de tous les temps, qu'aucun Œdipe ne se profilera jamais à l'horizon avec la clé de l'énigme, voilà donc qu'il se saisit de sa plume, et avec toute la prescience, la sincérité et le bon sens d'un candide, commet un texte réjouissant et intelligent, ironique et salutaire.
«Il n'y a pas de problème de l'emploi. Il y a que l'homme, grâce aux "avancées de la science et de la technique", comme on dit, grâce à l'homme en somme, est en train d'échapper à la vieille malédiction biblique du travail, et de la sueur de son front : Voilà ce qu'il y a», telles sont les premières phrases de cet ouvrage qui se lit d'une traite et avec un rare bonheur.
Pour Renaud Camus, il s'agit, comme pour Marx avec Hegel, de *"mettre le problème cul par-dessus tête".*
Etre libéré d'une malédiction biblique, quelle meilleure nouvelle?
Le problème n'est pas l'emploi, mais le revenu et le temps.
Sans emploi, en effet, plus de revenu et trop de temps. Le problème n'est pas économique, mais philosophique : reconstruire une société propre à distribuer des revenus hors l'emploi, inventer un art de vivre pour habiter le temps heureusement.
Quelle joyeuse époque que la nôtre, où tous les problèmes ne relèvent plus que de la philosophie !
Mais la doxa ne l'entend pas de cette oreille pour son (et notre) plus grand agacement ! Et Renaud Camus de vouloir asséner des coups de marteau aux idées reçues: *«Qu'on dise si c'est le cas :"Il y a trois millions de personnes qui n'ont pas assez d'argent pour se nourrir, ou pour se loger, ou pour nourrir et loger leur famille, ou pour acheter des livres, ou pour aller en vacances de neige à Méribel-Les-Allues, ou pour assister au spectacle du groupe T.S.F. ou de Pina Bausch." Qu'on dise cela, si c'est vrai. Mais qu'on ne dise pas, qu'on n'aille pas dire :"il y a trois millions de sans-emploi." Ou bien, si l'on tient absolument à le dire malgré mes objections, mes objurgations, qu'on le dise pour s'en réjouir.»*
Car Renaud Camus le sent bien, le chômage s'installe définitivement, et si les employeurs n'emploient plus tout un chacun, cela signifie bien, sans aucun doute possible, et de manière évidente, que l'on n'a plus besoin de tout un chacun pour produire suffisamment de richesses, que l'abondance pointe son nez.
Alors, la question surréaliste d'André Breton «*A quoi sert d'être vivant s'il faut que l'on travaille ?»* reprend sa vigueur et sa force provocatrice.
Il faut tout d'abord redéfinir le travail, retrouver le vieux concept d'aliénation, trier dans les définitions, éclaircir les idées.
L'emploi est l'aliénation, le travail, lui, peut revêtir diverses formes : travail sur soi-même, travail pour les autres, travail pour le plaisir - travail de dépense de ses dons et non de réification de ses compétences, c'est-à-dire étude, sport, bricolage, voyage, pratique artistique, invention, jardinage, cuisine, enseignement... bref, un travail non contraint par des nécessités matérielles, ou

→

———

1 « *Qu'il n'y a pas de problème de l'emploi* » de Renaud Camus est publié aux éditions P.O.L.

de survie, non contraint par la faim, mais un travail pour user au mieux de son temps, de sa vie unique et parfois brève.

Il faut donc ainsi dénoncer, s'alarmer, s'indigner d'une idée, qui aurait tendance à se développer ces jours-ci, selon laquelle il vaudrait mieux payer les gens à faire quelque chose, même quelque chose d'inutile, de stupide, que de les payer à ne rien faire.

Refuser cette idée, selon laquelle il faudrait occuper les gens à n'importe quel prix (notre ministre du travail ne vient-il pas de dénoncer, dans tous les médias, la culture "RMIste" qui développerait l'oisiveté ?) pour garantir la paix sociale, pour conserver le système dans sa fixité

Comme le souligne l'auteur, quel mépris pour l'homme, pour ce qu'il est, pour ce qu'il pourrait être et qu'on l'empêche d'être, que cette idéologie de l'occupation. Comment occuperait-on des hommes libres et des femmes libérées (précise-t-il), si ce n'est comme on occupe un pays, c'est-à-dire en le privant de sa liberté, de sa diginité, de son identité ?

Quelle abomination, semblent penser les puissants et les impuissants, si les hommes délivrés du labeur obligé découvraient leur autonomie, recommençaient à penser, s'engageaient dans des actions réformistes et humanistes, développaient des thèses sociales, économiques, écologistes, philosophiques, scientifiques autres que celles de l'idéologie dominante, voire donnaient l'exemple d'un bonheur ascétique hors des normes et des standards imposés par la société de consommation !

Si les hommes demandaient à partager les fruits de l'abondance, non pour s'en repaître mais pour s'en suffire, afin de se détourner du matériel pour se consacrer enfin à des activités culturelles (au sens large, selon la définition de Camus: *« Qu'est-ce que la culture? La claire conscience de la préciosité du temps »*) : quel danger pour la société capitaliste, oui, mais quelle avancée pour la civilisation !

Le temps nous appartient, nous ne pouvons accepter de n'être considéré que par rapport à un emploi, par rapport à une servitude.

Le temps est notre richesse, il nous permet d'être.

Or toute notre société ne vise qu'à nous faire vivre hors du temps, hors de nous-mêmes.

Et Renaud Camus de s'insurger dans la dernière partie de son ouvrage contre un système éducatif qui ne cherche plus qu'à former les hommes à des emplois, emplois qui n'existeront plus demain, au lieu de leur apprendre la beauté et la valeur du temps, les trésors du patrimoine et le développement de la mémoire, les richesses de l'imagination et le désir de prospective.

L'obsession de l'emploi aveugle toutes les générations, dénigre la culture, le loisir, culpabilise l'ensemble de la société... à tort, et même à l'inverse de l'effet recherché.

L'emploi qui subsistera sera de plus en plus souple, fluide, changeant, nécessitera de plus en plus de mobilité intellectuelle, d'aptitude critique, d'esprit créatif et de volonté d' innovation. Soumettre l'éducation exclusivement à l'apprentissage professionnel ne peut que desservir les jeunes gens.

Le monde d'aujourd'hui se trouve à une frontière où il ne pourra se vivre harmonieusement que dans l'autonomie et la liberté, que dans une claire conscience de la position de chacun dans le temps et l'univers.

« La chance qui nous est offerte est celle d'une société enfin démocratique du loisir ; une société où la virtuelle classe de loisir coïnciderait pour la première fois avec l'ensemble de la population. Ce seront les machines qui seront nos esclaves, nos serfs, notre tiers état, notre prolétariat, nos ouvriers agricoles, nos domestiques. Mais cette chance n'est chance que dans la mesure où la classe universelle de loisir est en même temps la classe de culture et de civilisation, comme ce fut le cas de presque toutes les classes de loisir dans le passé, quels qu'aient pu être leurs torts d'autre part : non pas une classe de créateurs (les créateurs ne seront jamais une classe, il faut l'espérer), mais une classe d'amateurs, de lecteurs, de regardeurs, de vrais résidents sur la terre, de véritables enthousiastes du temps.»

Utopique diront certains, et le mot élimine avec mépris pour eux tout le champ du pensable. Mais l'utopie, étymologiquement, désigne un ailleurs désirable. Pourquoi nous priverions-nous délibérément d'envisager comme Renaud Camus une société d'hommes libres, exercés à l'art du temps, une société de citoyens actifs, de poètes féconds, de promeneurs songeurs, de sages sereins ?

Nous n'aurons plus besoin d'emplois mais toujours de professeurs, d'hommes de savoir, *« de professeurs d'inemploi : maîtres qui vous apprennent la brièveté du temps, et ce que vous pourrez faire de vos journées, plus tard, lorsque par chance elles se trouveront être libres.»*

Une véritable politique de civilisation (qui nous fait cruellement défaut) ne s'élabore qu'en entrelaçant éthique, esthétique et métaphysique.

Renaud Camus nous invite à maîtriser la liberté du temps avec douceur, grâce et intelligence, à rechercher le temps perdu des grandes civilisations, celles pour lesquelles la culture, l'art de vivre, le souci de soi, la liberté de tous étaient les seules valeurs, celles qui excluaient, comme indigne de l'homme libre, du citoyen, de l'honnête homme, la vente de ses dons, de ses talents, de ses compétences, mais préféraient le service, la gratuité, la dépense, la générosité.

« Le temps, qui semble notre unique misère, est la caresse même de la main des dieux » disait, citant j'ai oublié quel auteur, un professeur de philosophie en ouvrant son cours tous les matins.

Ouvrons beaucoup de cours, beaucoup de revues, beaucoup de livres, qui tels ceux de philosophie, telles *La Grande Relève*, tels l'ouvrage de Renaud Camus, renversent les idées reçues, et surtout ne s'effraient plus mais célèbrent l'abondance et le non-emploi.

VALÉRIE BATTAGLIA
ANCIENNE ÉLEVE
DE L'ECOLE NORMALE SUPÉRIEURE
ET DU DOCTORAT H.E.C.

Bellum omnium contra omnes *

L'homme est un loup pour l'homme. A l'origine de l'humanité, régnait la guerre généralisée, l'effroyable *bellum omnium contra omnes*. L'État moderne s'est construit afin de juguler ces innombrables pulsions meurtrières qui tendent vers l'autodestruction de l'humanité.

Voilà, sommairement résumée, la thèse avancée par le philosophe anglais Th.Hobbes (1588-1678) dans son ouvrage majeur, *le Leviathan*, publié au milieu du XVIIe. Environ un siècle plus tard, J-J Rousseau (1712-1778) contestera cette théorie. D'après lui, l'homme est *naturellement bon*, "*il est né libre et partout il est dans les fers*."

Quelques décennies après, le philosophe allemand Hegel, le père de la dialectique moderne, mettra tout le monde d'accord : *«On croit dire une très grande vérité lorsqu'on dit: l'homme est naturellement bon, mais on oublie que l'on en dit une bien plus grande par ces mots : l'homme est naturellement mauvais»*[1].

En fait, force est de reconnaître que ces catégories *"bon"* et *"mauvais"* sont inhérentes à l'homme et n'existent pas sans lui. On ne peut dire d'un atome, d'une molécule, d'une plante ou d'un animal qu'ils sont naturellement bons ou mauvais. Ces deux notions opposées sont apparues avec la vie consciente, avec l'homme, avec l'éducation et se sont développées avec la vie sociale comme des points cardinaux permettant à nos boussoles de s'orienter sur les paysages accidentés de nos sociétés évoluées ; d'une manière équivalente, bien avant que nous puissions disserter sur le bien et le mal, le plaisir et la douleur s'étaient imposées dans le règne animal.

Mais, par delà le bien et le mal (comme dirait Nietzche), abordons plutôt la question de cette guerre que Hobbes imaginait à nos origines. A partir du XIXe siècle, une certaine pensée va s'imposer qui observera la réalité de cette guerre et plus généralement du conflit, de l'antagonisme, non seulement à nos lointaines origines mais durant toute notre histoire. On peut trouver cette idéologie chez les saint-simoniens, chez Augustin Thierry, Guizot, chez Marx qui fait de la lutte des classes le moteur de l'histoire. Ultérieurement, dans sa théorie de l'évolution des espèces, Darwin étendra cette observation, le *struggle for life*, à l'ensemble de l'évolution naturelle; Cette conception continuera à s'affirmer au début du XXe, les notions de violence et de guerre occupant alors une place privilégiée dans toute la gauche politique ou syndicale. On peut notamment retrouver cette idéologie dans les *Réflexions sur la violence* de Sorel (1908) ; pour ce dernier, c'est la même violence prolétarienne qui doit *"secouer ces cendres et faire jaillir la flamme"*. On la retrouve chez le neveu d'Elisée Reclus : l'anarchiste Elie Faure, pour qui la guerre est un *instrument de vie* et chez son camarade Victor Serge qui reprend ses thèses dans un article intitulé *"la guerre au service de la vie"* [2], chez Gustave Hervé qui fonde son journal *La guerre sociale* en 1906… avant de se rallier, en 1914, à la guerre tout court… enfin dans tout le marxisme révolutionnaire qui, de Lénine à Rosa Luxemburg, clamera bien haut la nécessité d'exacerber les antagonismes de classes.

De fait, à partir d'août 1914, les idéologues de la violence seront servis : l'humanité connaîtra, durant trente ans, les plus violentes perturbations de son histoire qui aboutiront au bouquet final de Hiroshima et de Nagasaki. Depuis lors, les convulsions sanglantes n'ont pas cessé avec la longue suite des conflits liés à la décolonisation, à la guerre froide et à la prolifération des nationalismes : partition de l'Inde, guerres de Chine, de Corée, du Vietnam, d'Algérie, d'Irlande, d'Angola, du Mozambique, d'Afganistan, de Yougoslavie, de Tchétchénie…

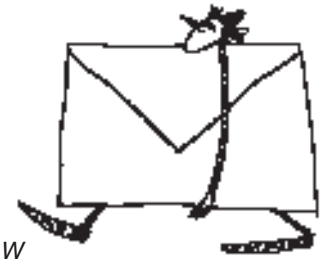
Que peut-on conclure de cette rapide rétrospective ? Depuis que l'homme existe, il faut reconnaître que la violence a toujours été présente dans ses sociétés ; l'ethnologue, Pierre Clastres, a procédé à une remarquable analyse de cette omniprésence de la guerre dans les sociétés primitives [3]. Toutefois, force est de constater, à l'encontre de ce qu'imaginait Hobbes, que les États modernes, loin d'enrayer la progression des conflits, les ont méthodiquement programmés. Non content de monopoliser sur son propre territoire la violence, *la contrainte physique légitime* dans l'entendement de Max Weber, l'État a exporté celle-ci tous azimuts. Et cinquante ans après la barbarie d'Hiroshima, à l'heure où nous écrivons ces lignes, l'État français prépare une nouvelle série d'essais nucléaires dans le Pacifique.

La violence, comme l'a montré Darwin, est présente dans toute l'évolution. Dans un article précédent [4], nous avons pu observer l'étroite relation qui associe le progrès et la violence ; au cours de ce siècle, jamais la force productive de l'humanité n'avait tant progressé et jamais, également, on n'avait connu une telle violence. Actuellement, cette violence continue encore de se manifester bien que, toutefois, elle semble se ralentir, tout comme la croissance économique à laquelle elle est liée.

«Les loups ne se mangent pas entre eux» observait pertinemment Jacques Duboin, peu après la fin de la Deuxième guerre mondiale, dans un ouvrage intitulé *"Les hommes sont-ils naturellement méchants ?"* [5]. A la suite de Kropotkine, il montrait que l'histoire de l'humanité, c'est non seulement de la violence, mais également de l'entraide, des solidarités. En fait, cette violence exacerbée que →

———

*La guerre de tous contre tous.



A-L W

courrier

Je viens de lire et relire le très bon livre de J. Duboin "Pourquoi manquons-nous de crédits ? ". Non seulement ces propos restent d'une actualité brûlante, mais aussi montrent à quel point il avait mis ses connaissances de technicien de la finance au service de la démystification du veau d'or. Il voulait vraiment chasser les marchands du temple.

…Tous nos écrits rencontrent un intérêt certain et avec le temps, le mot Utopie s'estompe. Une petite digression à l'égard du mot utopie me fait souvent dire qu'Utopie provient du mot grec topos qui signifie chemin et que par extension Utopie peut se traduire aussi par chemin des possibles. Parfois la répartie doit venir au secours de l'étymologie !

Je vous informe également que je vends la GR en entreprise et qu'elle est lue et reçue comme une très intéressante alternative. Prochainement je vous adresserai un règlement de ces ventes. Je les propose au prix distributif de cinq francs. Certes, c'est bien au-dessous du tarif initial, mais ça me permet de fixer un lectorat dont certains souscriront plus tard un abonnement. S'entendre dire au bout de quelques diffusions « Dis, tu me mettras une GR de côté, c'est vraiment très intéressant ». Eh bien, croyez-moi, là, j'ai un large sourire et une réelle joie intérieure. Je me dis : encore un point de marqué, allez, avance, vas plus loin, travaille plus. Je diffuse aussi la GR sur des points de grande fréquentation (bibliothèques, médecins, paramédicaux).

… Peut-être que cette activité bien modeste vous paraîtra insignifiante, croyez cependant que je suis un humble serviteur de notre cause et combien les thèses de J. Duboin me sont chères et concrétisent l'espoir que je place en l'homme.

A.C., Saint Rambert

* * *

tribune libre

Dans notre numéro de juin dernier, un lecteur, A.F., d'Angers, reprochait à G.Gaudfrin d'avoir écrit que les retraités étaient mal représentés par les syndicats, et donnait l'exemple de la CGT.

G.Gaudfrin répond :

Je reconnais que la CGT défend mieux la répartition que les autres centrales sauf peut-être FO.

Toutefois, j'aimerais que tout syndicat, pour défendre la Répartition : 1. exige que les salaires nets et les retraites nettes évoluent de la même façon. Seule cette clause n'est pas sujette à caution. 2. dénonce la Capitalisation comme cheval de Troie de la Répartition : elle incite les actifs à détourner les cotisations nécessaires à l'équilibre de la Répartition vers le lobby assuro-bancaire.

G.G., Corenc

* * *

J.Bourdette nous a envoyé une nouvelle lettre pour nous dire son désir de voir l'émulation suscitée par la récompense en revenus d'un travail particulièrement bien fait, ce que nous avions déjà publié.

*A.Lavie, pour lui répondre de façon constructive, a rédigé une analyse d'ouvrages tels que "*La nouvelle grille" *d'H.Laborit et "*Moi et les autres"*,d'A.Jacquart. Nous la publierons dès la rentrée.*

(suite de la page précédente)

l'humanité a dû subir dans son récent passé historique a été le prix de cette évolution accélérée que nous avons connue. A l'heure où nous écrivons l'histoire continue… et la violence aussi. Mais, à présent, alors qu'elle avait été plus ou moins contenue sur la périphérie du monde développé, elle envahit le cœur même de ce monde privilégié. Nous ne doutons pas que de ce grand délabrement auquel nous assistons, de cette décomposition inéluctable, naîtra un nouveau système dans lequel la compétition sanglante que nous avons dû nous imposer ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

Djémil Kessous

———-

1. Hegel, *Fondements de la philosophie et du droit et Leçons sur la philosophie de la religion*. Ce passage est cité par Engels dans son ouvrage consacré à *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*.
2. Publié le 2 novembre 1911 dans le n° 343 de l'*Anarchie*.
3. *Archéologie de la violence*, in revue *Libre*, 77-1, Payot.
4. *Le capitalisme a-t-il jamais été progressiste ?*, GR juin 95.
5. OCIA, 1947.

Exceptionnellement, nous ne publions pas ce mois-ci le résumé habituel de nos thèses, en dernières pages.

Mais à la place, voici les contributions que nous avons apportées au débat ouvert par Transversales et la Revue du MAUSS , et présenté dans Le Monde, initiatives, du 28 juin.

De longueurs différentes, ces textes peuvent l'un ou l'autre servir de résumé de nos thèses.

Débat sur le chômage : réponse à l'appel du 28 juin.

Plus que des mutations dans tous les domaines, c'est un véritable changement de civilisation que nous sommes en train de vivre.

Faisant suite à la révolution industrielle, la première des mutations décrites dans *Le Monde* du 28 juin, la mutation technologique informationnelle, change effectivement de fond en comble le rôle de l'homme dans tous les processus de production : après avoir doté son bras d'un outil allégeant sa peine, voilà que la machine à ses ordres, se substitue à lui.

Mais la mutation économique qui en résulte ne se résume pas à "placer les nouveaux moteurs de la croissance… sous la dépendance de conglomérats financiers". En fait, ce sont les fondements mêmes de nos rapports économiques qui sont remis en cause, à tel point que la "machine économique" a définitivement cessé de tourner comme elle le faisait depuis environ deux siècles. Il est urgent de constater ce décès et, surtout, d'en comprendre les causes afin d'imaginer et de mettre en œuvre de nouvelles règles, adaptées aux mécanismes économiques nouveaux.

LE MOTEUR DU SYSTEME ÉCONOMIQUE

Le moteur du système économique actuel est l'entreprise dont le but est de produire des biens et des services de la manière la plus efficace possible pour un maximum de profit. (C'est pourquoi la notion "d'entreprise citoyenne" ne peut être qu'une plaisanterie de mauvais goût inventée par quelques politiciens en mal de "social"). Jusqu'ici, donc, l'entreprise produisait des biens et des services grâce au travail fourni par ses salariés. Le fonctionnement du système économique était tout simple : en créant une marchandise, en apportant une plus-value à une matière première, le travailleur contribuait à mettre un objet sur le marché et c'était le produit de la vente de cet objet qui payait le producteur, le commerçant, l'entrepreneur sous forme d'un salaire, d'un bénéfice ou d'un profit. C'est par ce processus que "la pompe" pouvait tourner, c'est à dire que la monnaie circulait du consommateur au producteur, qui est également consommateur, etc. La substitution du capital au travail, c'est à dire ici le remplacement de l'homme par des machines automatisées, ne freine pas, bien au contraire, la production des biens, mais crée de moins en moins de salaires, donc de demande solvable. La pompe n'est plus suffisamment alimentée, la machine économique ralentit puis s'arrête, entraînant chômage et exclusion dans une société capable de produire biens et services en abondance pour tous. Intolérable paradoxe, prégnant de crises sociales aux conséquences imprévisibles !

Tout aussi paradoxal est le constat qu'alors que le nombre de demandeurs d'emplois ne cesse d'augmenter, un grand nombre de tâches socialement ou écologiquement utiles ne sont pas effectuées parce qu'on ne peut pas les financer.

Pour y voir plus clair, il faut, du point de vue économique, faire la différence entre les emplois de production (y compris les emplois de service liés à la production) et les autres emplois correspondant à ces travaux "non solvables" que nous appellerons les emplois de service à autrui.

Seuls les premiers sont moteurs dans notre système économique actuel. On peut considérer que celui-ci fonctionne en quelque sorte comme un circuit électrique alimenté par un générateur qui élève le potentiel des charges, lesquelles circulent ensuite en passant par toute sorte de circuits dérivés, dépourvus, eux, de générateurs. Les emplois de production, en apportant une plus-value, assurent la montée en potentiel. Et plus élevé est ce potentiel, plus fort est le courant, c'est-à-dire le pouvoir

d'achat distribué, et mieux il peut circuler en payant des services dans les circuits dérivés.

Ce qu'on appelle la crise découle donc très logiquement du fait que le nombre d'emplois-moteurs est en chute libre, grâce à l'automatisation des processus de production, alors que le nombre de services nécessaires à autrui s'accroît, pour toutes sortes de raisons. Le générateur fournit moins de courant alors qu'il doit alimenter un nombre croissant de circuits dérivés. Et on a beau découvrir chaque jour de nouveaux besoins sociaux et culturels, constituant de vastes gisements d'emplois de services à autrui, le système économique fondé sur le marché ne peut plus les assurer.

CHANGEONS DE MOTEUR

Il faut s'organiser autrement si l'on veut que les progrès technologiques s'accompagnent de progrès sociaux. En économie capitaliste de marché, ils se traduisent désormais par un creusement de l'écart entre riches et pauvres, par le chômage et par l'exclusion. Ils doivent, au contraire, grâce à une autre organisation économique, mener à une véritable libération de la condition humaine, en permettant l'abolition du salariat, après celle de l'esclavage. D'ailleurs, n'est-ce pas pour se soulager des efforts nécessaires à assurer leur survie que des générations et des générations avant nous, tacitement associées, se sont évertuées à trouver comment produire le pain sans avoir pour cela le front trempé de sueur ?

Ces efforts viennent d'aboutir. Nous sommes tous cohéritiers d'un magnifique patrimoine qu'il s'agit de transmettre, en essayant de l'augmenter, aux générations qui suivent. Commandons par conséquent les machines pour qu'elles fournissent ce dont nous avons besoin, et partageons-nous leur production de façon à ce que chacun en ait sa part, son revenu de citoyen. Mais ne calculons plus cette part au nombre de gouttes de sueur au front. La gestion des biens de consommation doit consister à utiliser et développer au mieux les moyens de production afin de les mettre au service de tous : prévoir ces besoins, les estimer, juger de la meilleure façon de les produire, compte tenu des impératifs écologiques enfin reconnus, et distribuer le plus équitablement possible entre tous le pouvoir d'achat correspondant à cette production.

Mais la monnaie actuelle ne peut plus circuler de façon à assurer cette distribution générale de l'abondance. Pensez à l'incohérence de nos systèmes monétaires et aux politiques de rigueur qu'imposent aux États les organismes internationaux comme le FMI, la Banque Mondiale, et maintenant l'Institut Monétaire Européen… quand ce ne sont pas des institutions privées comme Moody's, dont les "verdicts" sur la santé économique et financière d'une nation décident de la destinations des investissements ! Selon les pratiques en vigueur, il faut que les États réduisent au maximum leur déficit budgétaire, né des emprunts qu'ils ont contractés auprès des banques privées pour financer leur déficit. Car ils sont obligés (pourquoi ?) d'avoir recours à des banques privées pour créer les moyens de paiement dont ils ont besoin, alors que dès qu'une banque privée manifeste quelques signes de faiblesse, les milieux financiers demandent et obtiennent la garantie de l'État qui, du coup, redevient symbole de rigueur ! Il faut donc abandonner cette monnaie créée par les banquiers pour qui la rareté est source de profits, mettre fin à la dictature des milieux financiers et rendre aux États l'exclusivité de la création de toute monnaie.

Utopie, direz-vous ? Non, simple retour aux sources : « *Le gouvernement possédant le pouvoir de créer et de distribuer la monnaie et les crédits ainsi que de jouir du droit de retirer de la circulation à la fois la monnaie et les crédits par l'impôt et d'autres moyens, n'a pas besoin et ne doit pas emprunter de capitaux moyennant intérêts pour financer les travaux gouvernementaux et les entreprises publiques. Le gouvernement doit créer, distribuer et faire circuler la monnaie et les crédits nécessaires pour satisfaire les dépenses du gouvernement et le pouvoir d'achat des consommateurs.*

Le privilège de créer et de distribuer la monnaie n'est pas seulement la prérogative suprême du gouvernement, c'est aussi sa plus grande opportunité créative.» (Abraham Lincoln, Politique monétaire, Document du Sénat n° 23, page 91, année 1865).

Étape indispensable donc, rendre à l'État ce pouvoir régalien. Mais il faut aller plus loin. Remplacer la monnaie actuelle, fondamentalement spéculative, par une monnaie distributive, non circulante, une monnaie de consommation, gagée sur la production réalisée dans le même laps de temps, et s'annulant dès qu'elle a permis de faire passer un bien du producteur au consommateur. Nous aurons du même coup fait éclater la bulle financière.

NE PLUS CONFONDRE ETRE ET AVOIR

Mais comment calculer la part qui revient à chacun ?

C'est le problème nouveau que pose l'après-salariat. Il se résout en économie distributive en tenant une autre sorte de comptabilité pour les activités humaines. Pas totalement indépendante, évidemment, de la comptabilité des biens, mais parallèle. Il ne faut plus confondre, dans une gestion commune, un objet fabriqué avec un service rendu à quelqu'un. Il faut deux gestions distinctes, de telle façon que l'une, celle des choses, cesse d'être prépondérante et d'imposer ses diktats à l'autre, celle des êtres.

Si recevoir sa part de l'héritage commun est un droit, un droit économique acquis pour tout individu dès sa naissance, ce droit s'accompagne, pour tout citoyen, d'un devoir, celui de participer, de consacrer une partie de son activité au service des autres, sous une forme ou sous une autre. La façon d'acquitter ce devoir doit faire l'objet d'un contrat entre le citoyen et la société dans laquelle il vit et qui lui assure le versement régulier de son revenu, en tenant compte de cette contribution. Un ***contrat civique***, exprimant une proposition de services (qu'il s'agisse de services de production de biens ou de services à autrui), pour une durée fixée, dans des conditions précisées, impliquant éventuellement une demande chiffrée de moyens matériels nécessaires, doit donc être présenté, et régulièrement renouvelé, par tout citoyen majeur et valide.

La discussion, l'acceptation ou la demande de modifications, l'engagement des moyens, le renouvellement d'un contrat civique après comptes rendus, sont des décisions fondamentales, d'ordre politique, à prendre selon le principe de subsidiarité. Des ***conseils économiques et sociaux (CES)***, doivent donc être créés au plus vite, aux divers échelons territoriaux, pour en assurer la responsabilité et la gestion de façon démocratique, par l'ensemble des citoyens concernés. Ces CES, pour avoir tous les moyens de définir et d'appliquer leur politique, remplaceront à la fois les conseils municipaux et les banques, dont les experts ont une compétence certaine pour apprécier la pertinence technique d'un projet. Il reviendra désormais et exclusivement à ces CES la responsabilité d'ouvrir les crédits nécessaires à la réalisation des contrats civiques qu'ils acceptent, et d'approvisionner en nouvelle monnaie et de façon équilibrée, les comptes de tous les citoyens de leur ressort.

Ces conseils économiques et sociaux, responsables de la gestion de la société, sous ses multiples aspects, sont la base d'une véritable ***démocratie économique***, enfin inventée.

C'est en se décidant à mettre en œuvre de telles mesures, qui heurtent, certes, des conceptions obsolètes qui ont encore cours aujourd'hui (la "pensée unique"), que l'on pourra dans la pratique instaurer la *"politique économique et sociale résolument novatrice"* décrite par les signataires de l'appel du 28 juin. Il nous parait urgent que s'ouvre au plus vite un débat public sur la création de ces CES, gérants de contrats civiques. Ils sont le premier pas, tout-à-fait accessible dès maintenant, vers l'économie de l'après-salariat.

extraits du texte envoyé à Transversales :

Contribution à l'alternative.

… Les distributistes, depuis si longtemps sensibilisés aux problèmes de ce qu'on appelle encore "la crise", ne sauraient… manquer à l'appel, car il s'agit d'une tâche à laquelle ils se sont attelés bien avant que les médias aient pris conscience que l'accélération de l'évolution de nos moyens de production nous expose à un danger vital si nous n'arrivons pas à piloter la mutation en cours. Le fait qu'à votre initiative un mouvement se déclenche enfin nous console "d'avoir eu raison trop tôt", comme on nous l'a reproché. Vous pouvez donc compter sur notre collaboration la plus enthousiaste et la plus convaincue.

Venons-en à la critique demandée.

Je n'en vois pas dans l'introduction qui décrit divers aspects de la mutation en cours et la nécessité d'un projet social collectif privilégiant la qualité de la vie et substituant à la concurrence effrénée une véritable convivialité. Le terme de compétitivité conviviale est osé, il souligne la volonté de maintenir une stimulation, jugée indispensable à l'évolution.

Comment ne pas être d'accord également lorsque vous dites que la réforme de la pensée est un facteur-clé ?…

Nous somme donc bien d'accord pour dire que le changement de société doit conduire à un monde solidaire et responsable, ce que le capitalisme de marché est incapable de faire. Mais il faut pousser plus loin l'analyse et reconnaître que la logique de l'économie capitaliste de marché génère l'opposé de ce que nous recherchons ensemble. Les principes-mêmes de notre système économique qui se dit libéral, fondé sur le capitalisme de marché, mènent à "chacun pour soi et que seul le meilleur gagne". C'est là qu'il faut avoir le courage d'aller au fond des choses. Dire qu'il faut concevoir une économie plurielle, pour conserver certains aspects du marché qui séduisent parce qu'ils sont stimulants, c'est croire qu'il est possible de convaincre le renard dans le poulailler de nourrir les poules. Ce n'est pas dans sa logique naturelle et il est vain de chercher comment lui faire entendre raison. Dire que *« les arbitrages financiers, fiscaux, monétaires deviennent indispensable*s», apparaît comme un acte d'allégeance au pouvoir financier, c'est lui reconnaître un droit surnaturel sur les économies, c'est refuser de remettre en cause sa dictature sur la société, dont, pourtant, les effets catastrophiques sont de plus en plus évidents.

En fait, la mutation en cours mène à l'abolition du salariat, après celle de l'esclavage. Ce qu'il nous faut donc concevoir, c'est un projet de société pour un monde capable de produire ce dont il a besoin sans que toute l'activité humaine soit aliénée à cette production et où soient favorisées et stimulées toutes les activités qui, contribuant à une meilleure qualité de vie, façonnent cette société évoluée et évoluante, à laquelle nous aspirons.

Par contre, l'objectif clairement défini dans *Transversales* est bel et bien celui de l'économie distributive, dont on peut alors s'étonner qu'elle ne soit pas plus sérieusement analysée par tous ceux qui sentent que la mutation en cours entraîne un véritable changement de civilisation.

L'*économie distributive*, ou *économie des besoins*, met en effet l'économie au service des hommes, ce qui implique une **double gestion**. D'une part, celle de la production et de la distribution entre tous des biens de consommation. D'autre part, celle de l'activité humaine. Bien entendu, ces deux gestions ne peuvent pas être totalement indépendantes, mais elles doivent être menées en parallèle, de façon à ce que la première cesse d'être prépondérante et d'imposer ses diktats à la seconde.

La gestion des biens de consommation consiste à utiliser et développer au mieux les moyens de production afin de les mettre au service de tous : prévoir ces besoins, les estimer, juger de la meilleure façon de les produire, compte tenu des impératifs écologiques enfin reconnus, et distribuer le plus équitablement possible entre tous le pouvoir d'achat correspondant à cette production. Cette distribution de pouvoir d'achat doit s'effectuer à l'aide d'une monnaie de consommation, dont le seul rôle est d'assurer le passage des biens des producteurs aux consommateurs.

La détermination équitable de la part qui revient à chacun est le problème nouveau à résoudre dans l'ère de l'après-salariat. En économie distributive, il se fait en tenant compte de deux aspects.

D'abord d'un droit économique universel qu'il faut reconnaître à chacun, de sa naissance à sa mort, en tant que cohéritier des moyens de production actuels, qui sont le fruit des générations précédentes, tacitement associées pour que l'obligation de produire de quoi vivre ne soit plus une aliénation.

Mais à tout droit d'un citoyen doit être associé un devoir : celui de participer, de consacrer une partie de son activité au service d'autrui, sous une forme ou sous une autre. C'est cette contribution qui doit être prise en compte également dans la détermination de la part de chacun en économie distributive.

Elle se fait sur la base d'un ***contrat civique*** que tout citoyen majeur et valide doit présenter, et régulièrement renouveler, pour définir sa propre contribution, en fonction de ses moyens, de ses aptitudes, de ses aspirations, et des besoins des autres. L'acceptation ou la modification de tels projets personnels est un problème politique fondamental, qui doit faire l'objet d'un débat démocratiquement mené. Nous proposons pour cela la création de ***conseils économiques et sociaux*** (CES), aux divers échelons territoriaux pour que les contrats civiques soient examinés en respectant le principe de subsidiarité. Ces CES sont appelés à remplacer à la fois les conseils municipaux et les banques, car ils doivent avoir tous les moyens de définir et d'appliquer leur politique. Ceci implique donc que leur soit remis le pouvoir financier de créer la monnaie, puisqu'à eux revient désormais et exclusivement la responsabilité d'ouvrir les crédits nécessaires à la réalisation des contrats civiques qu'ils acceptent et d'approvisionner en nouvelle monnaie et de façon équilibrée, les comptes de tous les citoyens de leur ressort.

Il nous parait urgent que s'ouvre enfin, au-delà de notre cercle, le débat sur la création et la constitution de ces CES, qui, responsables de la gestion de la société, sous ses multiples aspects, seraient la base d'une véritable d***émocratie économique***, enfin inventée. Pour nous, la création de ces CES, gérants des contrats civiques, parait le premier pas, tout-à-fait accessible dès maintenant, vers l'économie distributive de l'ère de l'après-salariat.